

Les subsides

La politique du gouvernement a suscité la méfiance des investisseurs. Nous avons des déficits sans cesse croissants: 10 milliards en 1980 et 31 milliards en 1983. Notre politique énergétique nationale fait fuir les investisseurs étrangers. Nous avons connu une inflation galopante, et je dis cela en pensant au budget de 1981. Les Canadiens en ont assez, monsieur le Président. Ils souhaitent des changements véritables.

Les députés du gouvernement se démènent actuellement dans une campagne pour la direction du parti, et tout se passe comme si nous étions en train de voir le *Titanic* sombrer une deuxième fois. Le capitaine a abandonné le navire, mais il continue de regarder, avec une indifférence feinte, six de ses anciens collègues qui se prétendent capables d'éloigner le bâtiment de l'iceberg grâce à leurs idées nouvelles. Enfin, il y a le septième larron, celui qui est resté absent sans raison officielle pendant huit ans. L'avocat de Bay Street qui a quitté le navire va revenir nous sauver tous. Il est parti pour une ou deux raisons, mais nous ne savons pas s'il faut croire la version de M. Turner ou celle du premier ministre. Nous avons également eu droit aux éclaircissements de M. Turner, que nous appelons tous désormais les «tournants Turner». Le spécialiste des éclaircissements n'a pas fini de faire des siennes.

Je voudrais traiter des taux d'intérêt. Nous, de notre parti, croyons que, pour appliquer une véritable politique des taux d'intérêt, il faut créer un climat fiscal qui permette de réduire les taux d'intérêt sans pour autant affaiblir notre devise et sans provoquer une nouvelle flambée d'inflation. Cela ressemble à une mission impossible, mais nous proposons d'y arriver en renforçant notre dollar, dont la valeur est au plus bas, et en réduisant le déficit gouvernemental, qui est de 31 milliards de dollars. Nous disons qu'il faut créer un climat propice aux investissements en restaurant l'équité et la stabilité. Ce n'est pas ce qu'a fait le gouvernement libéral actuel. Il s'est imposé sur le marché libre. Il a provoqué l'exode du capital sous toutes ses formes. Dollars et tours de forage ont quitté le pays.

Il y a eu le budget MacEachen, et depuis, il est impopulaire d'investir au Canada. Depuis 1980, des capitaux d'investissement direct totalisant 17 milliards de dollars ont quitté le Canada. C'est l'une des principales raisons qui expliquent la chute de notre dollar, dont la valeur est passée de 88 à 78c. Ce déclin de notre devise a forcé la Banque du Canada à intervenir et à maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé.

Nous affirmons, monsieur le Président, que si nous attirons les capitaux d'investissement, notre dollar en sera renforcé. Et si nous renforçons notre dollar, les taux d'intérêt baisseront.

M. Evans: Et comment allez-vous attirer les capitaux?

M. Lewis: En créant un climat propice, mon cher ami, et non pas en chassant les investisseurs.

M. Evans: En faisant en sorte que les taux d'intérêt soient plus élevés au Canada qu'aux États-Unis. C'est ce que nous avons toujours fait.

M. Lewis: Monsieur le Président, mon collègue le champion du déficit...

M. Evans: C'est ce que nous faisons depuis 40 ans.

M. Lewis: ... tente de m'interrompre. Je refuse de me laisser interrompre par les élucubrations économiques de ce réfugié qui nous vient d'outre-frontière. Nous avons un déficit national de 31 milliards de dollars. Le gouvernement libéral emprunte plus de 20 milliards par année uniquement pour payer le service de l'emprunt. Quel est le résultat? Un prélèvement de capitaux sur le marché. La demande de capitaux de la part du gouvernement consomme 90 p. 100 de l'épargne personnelle. Cet argent devrait être investi dans le secteur privé au lieu de servir à des opérations de sauvetage du genre Maislin.

Nous dépensons à peu près la moitié de tout l'argent disponible au Canada. Cette année, le gouvernement fédéral va dépenser plus de 100 milliards de dollars. Voyons un peu combien il en a dépensé en 1968. En 1968, il a dépensé 12 milliards de dollars. Nous avons un déficit; que signifie ce déficit? Il signifie que l'intérêt sur la dette que le gouvernement a contractée augmente. Le déficit prête à controverse, monsieur le Président; en effet, comme l'a signalé le vérificateur général, il existe plusieurs façons d'envisager le déficit, et lui-même n'est pas d'accord avec la façon dont le gouvernement l'envisage.

Qui donc nous libérera du déficit? Il y a bien un certain monsieur Turner. Il nous dit qu'il va réduire le déficit. Or, M. Turner a été ministre des Finances de 1972 à 1975. On se souviendra que c'est à ce moment-là que l'inflation est passée de 5 à 11 p. 100, que le déficit a plus que quadruplé et que les dépenses fédérales ont plus que doublé. Selon une étude de l'Institut C. D. Howe, trois des cinq budgets de John Turner ont bel et bien élargi le fossé entre les riches et les pauvres. Par suite de son budget de 1973, en effet, les familles les plus riches au Canada disposaient en moyenne de \$1,823 de plus, alors que les familles les plus pauvres ne disposaient en moyenne que de \$134 de plus.

M. Turner déclare qu'il va réduire le déficit. Il ne dit pas comment. Il n'a pas fourni de précisions. D'ordinaire, quand M. Turner fait une déclaration, nous avons droit à des précisions. Nous recevons toujours des précisions de M. Turner. Nous sommes parfois obligés d'attendre le lendemain ou le surlendemain, mais on obtient toujours des précisions de lui. Pas cette fois-ci, pourtant. Tout ce que nous avons, c'est l'observation de Tom Maxwell, l'économiste en chef du Conference Board of Canada qui a son siège social ici même à Ottawa: «C'est vraisemblablement que la pression ne lui réussit guère». Il a ajouté ce qui suit:

... il s'est trompé quand il a déclaré vendredi que selon les propres extrapolations du gouvernement, la proportion du déficit par rapport au produit national brut diminuerait de moitié d'ici 1988.

M. Turner est manifestement mal renseigné et mal préparé à recevoir l'onction que les députés d'en-face s'appêtent à lui administrer.

Monsieur le Président, j'entends poursuivre et expliquer comment les taux d'intérêt influent sur le secteur du logement. J'aimerais dire maintenant qu'il est 13 heures, quitte à aborder à la reprise de la séance cette partie de mon exposé.

Le président suppléant (M. Guilbault): Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)